

Ne croyez pas les généraux !

Ne nous y trompons pas, prévient un chroniqueur indien : les gestes d'ouverture de Naypyidaw ne sont rien d'autre que de la poudre aux yeux. Pour mieux garder le pouvoir.

01.12.2011 | Salil Tripathi | [Mint](#)

Vingt et un ans après la victoire électorale écrasante de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), Aung San Suu Kyi se rapproche un peu plus du pouvoir. L'opposante va donc participer à un scrutin [les élections législatives partielles prévues pour début 2012] organisé par des hommes qui n'ont reculé devant rien pour la bannir du monde politique. Le chemin qu'elle va devoir parcourir est semé d'embûches. Même si les généraux ont officiellement passé la main à un gouvernement civil, le doute persiste.

L'homme qui se présente comme le président du Myanmar est un ancien général. Il est vrai que quelque 200 détenus politiques ont retrouvé la liberté, mais il en reste neuf fois plus en prison. Il est vrai aussi que les autorités ont suspendu un projet de barrage financé par la Chine, mais d'autres barrages chinois sont prévus. N'oublions pas non plus que ce même gouvernement a refusé en 2008 l'aide humanitaire de la communauté internationale après le passage du cyclone Nargis [plus de 135 000 morts et disparus en mai 2008] et que ses soldats n'ont eu aucun scrupule à passer à tabac des moines pacifiques qui manifestaient contre la junte [en septembre 2007]. Enfin, lors des prochaines élections, une cinquantaine de sièges seulement sur 664 seront renouvelés, si bien que, même si la LND les remporte tous, elle n'aura qu'une faible représentation au Parlement.

Sans les amendements constitutionnels et législatifs requis, toutes ces mesures ne sauraient constituer de véritables réformes. D'autant plus que les droits du peuple continuent à être présentés comme des privilèges accordés par les généraux.

Ceux-ci misent désormais sur le fait que, même si la LND remporte tous les sièges, elle restera distancée par le camp progouvernemental, qui continuera à compter plus de 600 élus. Leur intention est de présenter l'élection d'Aung San Suu Kyi au Parlement comme la manifestation d'un "nouveau" Myanmar, sans toutefois lui concéder de pouvoir. Leur modèle est l'Indonésie du général Suharto, où le Parlement réservait des sièges aux forces armées et où des sièges symboliques étaient prévus pour que les partis d'opposition puissent contester le pouvoir du parti Golkar. Les généraux espèrent créer une illusion de démocratie représentative similaire. Mais, comme le général Suharto l'a appris à Jakarta, comme Mikhaïl Gorbatchev l'avait prévu quand il a lancé sa politique de glasnost (ouverture) et de perestroïka (restructuration économique) en Union soviétique, et comme Frederik Willem De Klerk l'a compris lorsqu'il a accepté de négocier avec Nelson Mandela en Afrique du Sud, il est généralement impossible de faire marche arrière.